



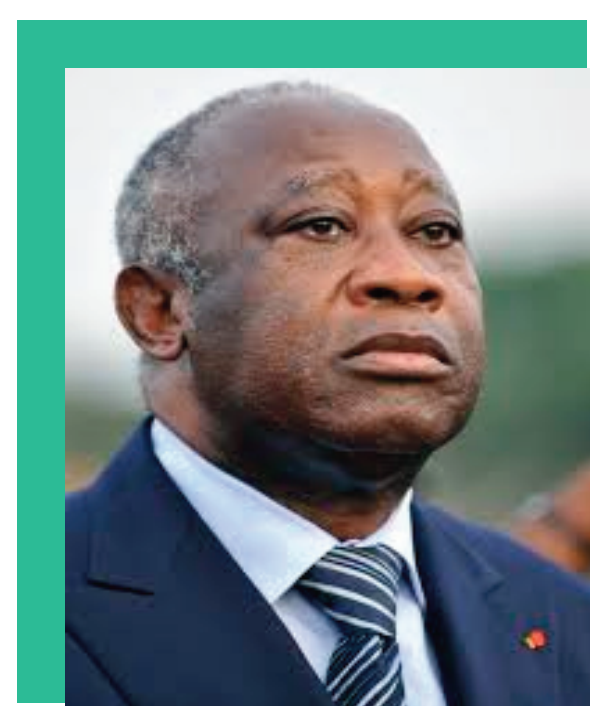
CONNECTION

IVOIRIENNE.NET



Connection@burnienne.net – Premier site d'information et d'actualité -Indépendant en Côte d'Ivoire - Jeudi 25 Avril 2024

Touré Mamadou a-t-il peur du retour de Soro ? Quid de Gbagbo ?



Pollution - Plusieurs usines et installations industrielles sanctionnées à Sikensi



Bouaké Fofana Officiel De Kossihouin à Sikensi, accompagné du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Monsieur Assahore Konan Jacques, nous avons entrepris une visite d'inspection de plusieurs usines et installations industrielles. Notre consternation a été grande en découvrant que les effluents de ces usines sont directement déversés dans les sources d'eau utilisées par les populations locales comme eau potable ! Face à cette situation inacceptable, des sanctions ont été immédiatement prises à l'encontre de certains établissements, tandis que d'autres ont été mis en demeure de se conformer aux normes environnementales en vigueur.



Politique

Le ministre Touré Mamadou a-t-il peur du retour de Soro ? Quid de Gbagbo ?



Le Ministre Mamadou Touré en charge de la promotion de la jeunesse de l'insertion professionnelle et du service civique était l'invité ce lundi 22 avril 2024 de la toute première édition de la Tribune Café-Débat organisée conjointement par la plateforme numérique New Scoop et l'organisation de la société civile l'Africanisme d'Alafé Wakili. Le thème qui a meublé les débats était «Le 11 avril 2011 à la présidentielle 2025 comment sauvegarder la démocratie et éviter une autre crise postélectorale en Côte d'Ivoire ?»

Cette Tribune fut l'occasion pour le porte-parole adjoint du gouvernement et du parti au pouvoir Rhdp de débattre avec les journalistes d'importants sujets d'actualité socio-politique en Côte d'Ivoire, dont la réinscription du nom de l'ancien président Ivoirien Laurent Gbagbo sur la liste électorale, le retour de

Soro Guillaume en Côte d'Ivoire, la réconciliation nationale, l'organisation de la présidentielle de 2025. Au sujet de Laurent Gbagbo dont le nom a été radié de la liste électorale suite à sa condamnation dans l'affaire dite "Casse de la BCEAO", et qui souhaiterait revoir son nom y figuré le Ministre Mamadou Touré a fait savoir que ce n'est pas le Chef de l'Etat Alassane Ouattara et son gouvernement qui devrait le faire. Mais il revient plutôt au concerné lui-même d'effectuer les démarches nécessaires auprès de la Commission électorale indépendante (CEI) pour cette requête. «La présence du nom de Laurent Gbagbo sur la liste électorale ne relève pas du gouvernement, et du Chef de l'Etat Alassane Ouattara. Il revient à Laurent Gbagbo lui-même d'effectuer les démarches à la CEI pour l'inscription de son nom sur la liste électorale» a souligné le Ministre Ma-

madou Touré. Certes Laurent Gbagbo avait été gracié par le Chef de l'Etat Alassane Ouattara suite à ladite condamnation, malheureusement cela ne suffisait pas pour voir son nom figuré sur la liste électorale, seul une amnistie pourrait régler cette affaire. Selon Mamadou Touré pour espérer bénéficier d'une amnistie dans le cadre de cette condamnation le fondateur du PPA-CI devrait d'abord reconnaître les faits dont il est accusé, or Laurent Gbagbo réfute ces accusations il ne reconnaît pas avoir braqué la BCEAO. S'agissant du retour de Soro Guillaume en Côte d'Ivoire qui est toujours sous l'effet d'une condamnation à vie par la justice Ivoirienne Mamadou Touré rassure qu'il n'existe pas d'obstacle et que l'ancien président de l'Assemblée nationale Ivoirienne est libre de rentrer dans son pays cependant, il revient à ses proches de faciliter son retour par leur attitude. «Soro est libre de rentrer dans son pays, il n'y a aucune contrainte. C'est une question d'agenda personnel.» Cependant le Ministre déplore l'attitude et les propos de ses partisans. «Le premier ennemi de Soro Guillaume c'est son entourage.» a-t-il dénoncé. Enfin, le Ministre Mamadou Touré a fait savoir que le régime au pouvoir est dans une dynamique d'éviter une autre crise électorale à la Côte d'Ivoire. Tout est donc mis en œuvre en vue d'organiser en 2025 l'une des meilleures élections démocratiques en Afrique, libre et transparente dans un climat de paix et de sérénité, sans heurt mais le seul défi qui reste à relever c'est le rôle joué par la classe politique Ivoirienne qui devrait emboucher la même trompette que les autorités gouvernementales qui s'inscrivent dans une dynamique de paix et le dialogue. C'est la seule alternative qui peut éviter une autre crise électorale en Côte d'Ivoire en 2025, averti pour conclure le Ministre Mamadou Touré.

Albert Zatté

Banjul Gambie - Bassirou Diomaye reçu dans la ferveur populaire par Adama Barrow



Senegal En visite de travail en Gambie, le Président @PR_Diomaye a été très bien accueilli à son arrivée par son homologue, @BarrowPresident, avec les honneurs militaires. Le chef de l'État a eu un tête-à-tête avec son hôte au State House sur la coopération bilatérale entre les deux pays. Le président Bassirou Diomaye Faye en Gambie pour son deuxième déplacement à l'étranger Au Sénégal, pour le deuxième voyage officiel du président, élu le 24 mars dernier, Bassirou Diomaye Faye a choisi la Gambie, ce samedi 20 avril. Un pays qui a la spécificité d'avoir toutes ses frontières terrestres à l'intérieur du Sénégal et qui y est donc particulièrement lié. C'est une tradition de la diplomatie sénégalaise, celle de privilégier les voisins directs pour les premiers voyages officiels des présidents élus. C'est la politique de bon voisinage. En 2012, Macky Sall avait ainsi réservé à la Gambie son premier déplacement à l'étranger. Cette fois-ci, Bassirou

Diomaye Faye le fait dans l'autre sens. Il s'est d'abord rendu en Mauritanie, jeudi 18 avril, avant Banjul, ce samedi 20 avril. Les deux pays sont, sans conteste, extrêmement liés par la géographie, d'abord. L'un étant quasiment imbriqué dans l'autre, la Gambie a toutes ses frontières terrestres à l'intérieur du Sénégal. Les deux pays partagent également le wolof et le fleuve Gambie avec deux ponts. Inaugurés en 2019 et 2022, ils sont cruciaux pour la libre circulation entre les deux pays. Enfin, sur le plan commercial, la Gambie est l'un des principaux clients du Sénégal et représentait 8,7% des exportations intracommunautaires, en 2022. La Gambie est aussi un partenaire crucial en termes de coopération sécuritaire, notamment sur la question de la Casamance, un sujet qui sera sûrement évoqué ce samedi.

RFI



Politique

(JA) pamphlet contre le président de la République du Sénégal et ses deux épouses - Fawzia Zouari en prend pour son grade

Son président de la république française double SIM et la moitié des membres du gouvernement...ne la révulsent pas.Son président de la république de Tunisie qui se vautre dans le racisme anti-Noir le plus primaire ne la révulse pas.Mais c'est le président de la république du Sénégal avec ses deux épouses qui la révulse.Elle affirme que jamais, nulle part dans le monde, aucun président arabe ou africain n'avait jamais osé "ce spectacle" aux yeux du monde entier. Pourtant, la même feuille de chou dans laquelle elle publie son édito de merde lui oppose un démenti.Et le monde se souvient du spectacle de l'enterrement de François Mitterrand en présence de ses deux femmes, du spectacle de François Hollande, allant en scooter d'un foyer à l'autre dans Paris.Le président centrafricain Faustin-Archange Touadera qui vient d'être reçu à l'Elysée par Macron est un polygame, le putschiste halal du Gabon également, les émirs arabes qui viennent à Paris avec leur harem, les rois asiatiques, Mobutu, Zuma, tous polygames, mais jamais on a entendu la dame s'interroger sur comment le protocole d'Etat va



gérer l'affaire, ou le coût que cela pourrait avoir pour le contribuable.Mais c'est sur Bassirou Diomaye Diakhar Faye qu'elle vient

déverser son vomitUne sagesse bantou dit qu'on ne contredit pas une folle. On va donc laisser la franco-tunisienne Fawzia Zouari

éructer sa frustration et souhaiter une douce nuit à tous les foyers polygames de la planète. N.Y.



PDCI-RDA: Les excuses de l'Honorable Brédou Athanase, député d'Abengourou commune

Un malheureux incident dans lequel je suis impliqué, s'est produit hier jeudi 18 Avril 2024 à la maison du PDCI-RDA à Abengourou, lors d'une réunion des militants de notre délégation et ce, dans le cadre des préparatifs des obsèques de Feu Henri KONAN BEDIÉ, notre père à tous.Je voudrais en toute sincérité vous exprimer mon profond regret, au regard de

la réaction que j'ai eue qui n'honore certainement pas notre grand parti, le PDCI-RDA.Je présente mes sincères excuses au Président Tidjane THIAM, aux membres des instances et à tous les militants du PDCI-RDA de ma délégation, de la Côte d'Ivoire et à ceux de la Diaspora.Je voudrais vous assurer de ma parfaite volonté à tout mettre en œuvre, en vue de ga-

rantir le retour de l'entente et de la cohésion militante dans notre délégation et dans toute la région de Indenié-Djuablin pour la victoire du PDCI-RDA en Octobre 2025.Honorable BRÉDOU Brédou Athanase, Député d'Abengourou Commune





Qui fait vraiment pitié?

Le 11 avril 2024, Cissé Baongo s'est permis de déclarer que, quand il écoute Laurent Gbagbo, il a de la pitié pour lui et que Ouattara a eu pitié de l'ancien président pour qu'il soit libéré de la CPI. Entre Gbagbo et Baongo, qui fait réellement pitié? Qui devrait avoir honte de lui-même? N'est-ce pas celui qui attribue l'acquittement de Laurent Gbagbo à Ouattara plutôt qu'à la CPI qui accusa la Procureure Fatou Bensouda d'avoir fourni des preuves d'une extrême et consternante faiblesse, ce qui évidemment portait un sérieux coup à la crédibilité de la Cour? L'homme qui devrait raser les murs, n'est-ce pas celui à qui on donna, en 2013, 110 milliards de francs CFA pour la réhabilitation des universités mais qui fut incapable de doter la seule université de Cocody de nouveaux amphithéâtres, de salles climatisées et sonorisées, d'eau et d'électricité dans certains bâtiments, de wifi sur le campus? L'homme qui devrait vivre caché, n'est-ce pas celui qui, après avoir soutenu en 2016 face au journaliste Ange-Hermann Gnanih que son mentor ne briguerait pas un troisième mandat, se rétracta en août 2020 en estimant que Ouattara maîtrisait le droit mieux que tous les juristes de Côte d'Ivoire?

L'individu à plaindre, n'est-ce pas celui qui, pendant la campagne pour les législatives de 2020, fit attaquer le QG de la députée Adjaratou Traoré par les Mi-



crobes dont il serait l'un des parrains à Koumassi?

Baongo enseignerait le droit à l'université de Cocody mais dispenser des cours de droit et marcher droit sont

deux choses différentes. En tous les cas, on aurait tort de prendre au sérieux cet homme qui dit et se dédit facilement. Il serait malavisé de le voir autrement qu'un pseudo-intellectuel, autrement

qu'un parasite et un superflu car ce qui caractérise ce dernier, c'est, d'une part, "la mémoire qui fait diversion" (cf. Régis Debray dans "L'exil à domicile", Paris, Gallimard, 2022) et, d'autre part, sa tendance "à s'allier avec des éléments de la populace (qui n'est pas le peuple) et d'en adopter la criminalité et le dédain des valeurs morales, intellectuelles et créatrices" (cf. Fabien Eboussi, "l'intellectuel exotique" dans "Politique africaine", no. 51, 1993).

En portant des jugements à l'emporte-pièce, en croyant recadrer le président du PPA-CI, Baongo ne fait qu'exorciser la peur qui les habite, lui et ses comparses du RHDP. Ils ont peur de perdre le pouvoir comme Macky Sall au Sénégal. Ils ont peur de ce qui les attend après la fin de leur règne car, inéluctablement et pour le bien de notre patrie, ils devront rendre compte de leur gestion.

Baongo, qui dit avoir de la pitié pour Laurent Gbagbo que les dirigeants du RDR ont tenté de tuer en 2011 alors que lui, Gbagbo, leur avait tout donné, doit savoir que, si une nouvelle équipe arrive aux affaires, il n'y aura ni pitié ni impunité pour tous ceux qui ont usé de mensonge et de violence pour accéder au pouvoir, qui ont volé 13 ans à la Côte d'Ivoire, qui l'ont brutalisée et appauvrie.

Jean-Claude Djéréké

Le Rhdp va organiser un colloque sur le «panafricanisme»



Le mercredi 17 avril, en ma qualité de Secrétaire Exécutif, j'ai présidé une réunion du secrétariat exécutif du RHDP. Dans une atmosphère participative, nous avons analysé la situation sociopolitique actuelle afin de mieux orienter nos actions. Nous avons également dressé le bilan émotionnel et mémorable de la cérémonie de commémoration du 11 avril 2011. Les discussions ont surtout porté sur les progrès de l'opération E-militant et son impact sur notre mobilisation, ainsi que sur la préparation de la révision de la liste électorale, cruciale pour aborder en toute confiance les enjeux électoraux de 2025. Enfin, nous avons discuté de l'organisation d'un colloque sur le panafricanisme par notre parti, le RHDP. Cette idée a été chaleureusement accueillie par les membres du secrétariat exécutif, dont les contributions sont attendues pour la rédaction des termes de référence.



«Les députés Pdcir-da disent non au projet de loi sur l'endettement, le Rhdp dit oui»



Monsieur le Président,

C'est avec une attention toute particulière que le Groupe parlementaire PDCI-RDA a examiné le projet de loi portant politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique. Il ressort de l'exposé des motifs que l'objet principal du projet de loi, reside dans le regroupement en un seul texte unique, de l'ensemble des mesures Juridiques, institutionnelles et organisationnelles existantes.

Pour rappel en 2011 le stock de la dette était de 8 000 milliards de FCFA. L'éligibilité de la Côte d'Ivoire au programme Pays P.auvres Très Endettés (PPTTE) a permis de réduire le stock de moitié à 4 000 milliards de FCFA en 2012.

Depuis cette date, le stock a repris une croissance exponentielle qui s'est particulièrement accentuée à partir de l'année 2019.

En 2022, il est quasiment multiplié par Six et demi (6,5) pour être à 24 774,8 milliards de FCFA, soit 11 474,2 milliards de FCFA en trois ans, ce qui est énorme. Quant à l'encours de la dette publique et publiquement garantie, il est estimé à 25 350,1 milliards de franc CFA (58,0% du PIB) à fin 2022. Pour ce qui est du remboursements de la dette publique, il est projeté pour cette année 2024 à 796,3 milliards de FCFA, ce qui représente 75,87% des recettes domestiques (recettes fiscales et recettes non-fiscales) estimées à 6 321,1 milliards de FCFA. Quant aux emprunts envisagés pour 2024, ils sont projetés dans leur ensemble (emprunts sur le marché financier, emprunts projets et emprunts programmes) à 5.813,3 milliards de FCFA, soit 42% du Budget général évalué à 13 320,7 milliards de



FCFA. De plus, sur la destination des emprunts, il est observé que sur les 5 813,3 milliards de FCFA de ressources d'emprunts, 1 298,8 milliards de FCFA sont affectés aux investissements, 3475,4 milliards de FCFA au remboursement du capital de la dette et 1 039,1 milliards de FCFA soit 18% au fonctionnement. Si le risque de surendettement global de la Côte d'Ivoire est jugé modéré par les Institutions financières internationales et les agences de notations, il n'en demeure pas moins que la Côte d'Ivoire, selon ces mêmes organismes, reste un pays vulnérable aux chocs externes, notamment sur les exportations en raison du caractère extraverti de son économie. Au demeurant, deux missions du Fonds Monétaire International (FMI) effectuées dans notre pays ont recommandé la gestion et le suivi des risques budgétaires. En effet,

le budget de l'État pourrait être confronté à des risques liés à la baisse du PIB notamment des recettes du CACAO et du PÉTROLE ainsi qu'à des risques liés à la

dette. De plus, pour le Groupe parlementaire PDCI-RDA, au regard des ratios dette surexportations et dette sur recettes budgétaires, la Côte d'Ivoire se trouve en quasi situation de PAYS P.AUVRE TRÈS ENDETTÉ et est sous ajustement structurel.

En effet, ces ratios sont évalués respectivement à :

* 134% et 312% en 2017,

* 164% et 371% en 2019 et 225% et 463% en 2022. Au demeurant, Il est bon de rappeler qu'un pays est classé PAYS P.AUVRE TRÈS ENDETTÉ à partir du moment où le ratio dette sur exportations est évalué à 150% et le ratio dette sur recettes budgétaires à 250%.

Dès lors, le Groupe parlementaire PDCI-RDA a et exprime, clairement et sans ambiguïté, ses inquiétudes quant à la mau.vaise allocation des ressources empruntées qui ne favorise pas la réalisation de programmes et de projets socio-économiques viables, productifs. L' ENDETTEMENT de notre pays n'est pas orienté vers une croissance économique durable, la création d'emplois, la valorisation des ressources nationales et la promotion d'hommes d'affaires nationaux.

Pour preuves et malgré le niveau d'endettement élevé:

- Le niveau de pauvreté encore trop élevé (plus de 60%) des populations de l'arrière-pays, Plus particulièrement au NORD et à L'OUEST ;
-Le niveau élevé de chômage des jeunes ;

«Les députés Pdcir-da disent non au projet de loi sur l'endettement, le Rhdp dit oui»

« Je ne suis pas de ceux qui banalisent ou minimisent l'adversaire. Une compétition est une compétition. J'ai du respect pour TIDJANE THIAM, que je connais, dont je connais la famille. C'est un frère. Sur le plan politique, je ne porterai pas de jugement non plus, car il appartient à un parti, le PDCI-RDA, que je respecte, qui a plus de 75 ans d'existence et au sein duquel on trouve des personnes compétentes. D'ailleurs, nous sommes tous de la même grande famille des HOUPHOUËTISTES.»



Politique

«Transparence» Le Conseil national des ressources minières et énergétiques réformé en Côte-d'Ivoire

A l'issue d'une évaluation achevée en avril 2023, la Côte d'Ivoire a obtenu un score de 80,5 points sur 100 possibles dans sa mise en œuvre de la Norme de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives. Le pays a donc des efforts à faire dans la gestion de ses ressources extractives. En Côte d'Ivoire, le gouvernement a adopté cette semaine un décret portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (CN-ITIE). Cette réorganisation intervient après les recommandations issues de la dernière évaluation du pays par l'ITIE en avril 2023. « Ce décret renforce notamment la participation des sociétés extractives, de la société civile, des partenaires techniques et financiers ainsi que des chercheurs aux organes et aux réunions du CN-ITIE, en vue de garantir, conformément aux standards du processus ITIE, la transparence dans la gestion des ressources minières et énergétiques nationales », résume le



compte-rendu du Conseil des ministres du 17 avril. En effet, à l'issue d'une évaluation

sanctionnée par un score de 80,5 points sur 100 possibles pour la Côte d'Ivoire, l'ITIE a fait plusieurs

propositions aux autorités locales pour améliorer la mise en œuvre de la Norme ITIE. Il s'agit notamment d'améliorer la représentativité des ONG au sein de la composante « société civile » du CN-ITIE, tout en renforçant les capacités de cette composante. Le Conseil d'administration de l'ITIE a aussi recommandé la divulgation des bénéficiaires effectifs de toutes les entreprises détenant ou demandant des licences extractives. Il faut aussi utiliser les divulgations de l'ITIE pour générer des débats et soutenir des réformes. Pour rappel, l'ITIE a été créée en 2003 afin de promouvoir la compréhension de la gestion des ressources naturelles et renforcer la gouvernance et la responsabilité du public et des entreprises extractives. Depuis sa création, l'organisation a joué un rôle clé de lanceur d'alertes sur des contrats miniers opaques ou peu favorables aux États. Ce fut récemment le cas en RDC où l'ITIE a aidé l'État congolais à gagner 4 milliards de dollars supplémentaires dans un accord avec la Chine. Emiliano Tossou



Secrétariat Exécutif de l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (ICCIG): Le PM Beugré Mambé à Accra pour l'inauguration du siège

Le Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, Robert Beugré Mambé, prendra part à Accra, le 18 avril 2024, à l'inauguration du siège du Secrétariat Exécutif de l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (ICCIG) dans la capitale ghanéenne. Impulsée par les Chefs d'Etat ivoirien, S.E.M. Alassane Ouattara, et ghanéen, S.E.M. Nana Akufo-Addo, en mars 2018, la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Ghana dans le secteur du cacao a abouti, en 2021, à la mise en place d'un organe opérationnel dénommé: Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana en abrégé ICCIG. L'inauguration du siège du Secrétariat Exécutif de l'ICCIG s'inscrit dans le cadre de l'exécution de la vision des deux

Chefs d'Etat, dont l'objectif est l'amélioration des conditions de vie des producteurs pour une économie cacaoyère durable et prospère. La Côte d'Ivoire est le premier pays producteur mondial de cacao, suivi du Ghana. Les deux pays représentent plus de 60% de l'offre mondiale et comptent, à travers cette initiative, assurer le leadership de la filière au niveau mondial.

ICIG



Politique

La deuxième phase de l'échangeur du carrefour Solibra livrée dans trois mois (Ministre)

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Dr Amedé Koffi Kouakou, a annoncé la livraison de la deuxième phase du projet d'aménagement de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise au niveau du carrefour de la Solibra dans trois mois, mardi 16 avril 2024, lors d'une visite dudit chantier. « Nous sommes à 70% du taux d'exécution des travaux. D'ici trois mois l'ouvrage sera livré parce qu'on a fini l'échangeur lui-même. Il ne reste qu'à mettre le bitume, l'éclairage, les garde-corps et faire les aménagements en bas », a expliqué M. Kouakou. Il a précisé que cette ouverture va énormément contribuer à la fluidité du trafic au niveau de cet endroit névralgique, ajoutant que cette seconde phase permettra aux usagers qui quitteront Marcory pour Treichville de ne plus croiser ceux qui viennent du pont De Gaulle. De même que ceux qui quitteront Treichville pour Marcory ne croiseront plus ceux qui



viennent par le bas. « La circulation sera beaucoup plus aisée sur ce carrefour. Ceux qui quittent De Gaulle pour aller vers l'aéroport passeront plus haut », a fait

observer l'ingénieur en génie civil. Le ministre a noté que pour éliminer tous les embouteillages sur le boulevard Valéry Giscard d'Estaing (VGE), il faut simplement déniveler tous les carrefours notamment au grand carrefour de Marcory, celui d'Orca et les autres. « La circulation sera beaucoup plus aisée sur ce carrefour. Les travaux de cette deuxième phase ont porté sur la construction d'un pont haut de 17 mètres qui a surplombé les deux premiers bras du carrefour en venant de Marcory pour Treichville. L'ouvrage long de 760 m avec 9,7 m de large a coûté 25 milliards FCFA, comme celui de la première phase, soit un coût global de 50 milliards FCFA pour les deux phases. Ce projet sur lequel travaillent 200 personnes dont 80% d'ivoiriens est un don du gouvernement japonais. La première phase démarrée en novembre 2016 avait été livrée le 16 décembre 2019.

(AIP)

Recherche agronomique: Brice Clotaire Oligui veut s'inspirer du CNRA pour combler le déficit de son pays



Centre national de Recherche agronomique (CNRA) Au cours d'une visite d'amitié et de travail qu'il effectue du 11 au 13 avril 2024, en terre ivoirienne, le Président de la Transition de la République gabonaise, le Général Brice Clotaire Oligui Nguema, s'est rendu, ce vendredi 12 avril 2024, en compagnie du Premier Ministre Robert Beugré Mambé, au Centre national de Recherche agronomique (CNRA), pour s'inspirer de la Côte d'Ivoire afin de combler le déficit agroalimentaire au Gabon. « Nous sommes en Côte d'Ivoire pour des visites afin de nous inspirer du modèle ivoirien dans le cadre de la coopération sud-sud. Ce que nous voyons au CNRA peut nous inspirer afin de combler le déficit agroalimentaire que

nous observons dans notre pays », a déclaré le Général Brice Clotaire Oligui Nguema, à la fin de sa visite. Le Président de la Transition gabonaise a félicité le Président Alassane Ouattara pour les actions mises en place permettant à la Côte d'Ivoire d'être autosuffisante pour plusieurs produits vivriers. « Avec l'existence du CNRA, je comprends le secret qui permet à la Côte d'Ivoire d'occuper les premiers rangs dans la production de plusieurs cultures telles que le cacao ». Bien avant, le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Kobenan Kouassi Adjoumani avait indiqué que cette performance du secteur agricole est fortement soutenue par la recherche agrono-

mique. A titre d'exemple, a-t-il soutenu, « le CNRA a mis au point le Cacao Mercedes, qui produit à partir de 18 mois contrairement aux variétés traditionnelles pour lesquelles il faut attendre au moins 36 mois. Également, au niveau du café, le CNRA a introduit le café émergent qui produit à 12 mois, contre 24 à 36 mois, pour les autres variétés. Le CNRA a également mis au point des variétés de semences de manioc, de maïs, de soja et de cultures maraîchères à haut rendement, résistantes aux maladies et aux ravageurs ». Tout en évoquant la parfaite coopération qui existe entre les chercheurs du CNRA et leurs pairs du Gabon, Kobenan Kouassi Adjoumani a réaffirmé la disposition de la Côte d'Ivoire à intensifier la coopération avec le Gabon dans le domaine agricole. Outre le Premier Ministre et le ministre d'Etat, la délégation ivoirienne était composée du président de l'Assemblée natio-

nale, Adama Bictogo, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Adama Diawara, et du directeur général du CNRA, Abdourahamane Sangaré.

CICG

L'OURS

Ozirix communication & conseils Chambre de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE: NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88 TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email: Connectionivoirienne@gmail.com **Phones:** Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10 Pays-Bas 0031 651832741 Notre équipe info@connectionivoirienne.net
Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique Directeur de la publication, cofondateurs.
Débailly: Politique : 01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10
Sylvie Kouamé : Économie et politique
Hervé Coulibaly : Intelligences et société
Liman Serge : Sports et culture
Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73



Actue

Présidentielle 2025 Côte-d'Ivoire: Tiémassa Philippe-Grey porte son choix sur Téné Birahima Ouattara pour une alternance paisible



On connaît son franc-parler et ses prises de positions tranchées sur les questions d'élections. À l'approche des échéances présidentielles de 2025 au moment où les langues se déliaient pour se prononcer sur la candidature du président Ouattara pour un troisième mandat, Philippe Tiémassa-Grey puisque c'est de lui qu'il s'agit avait créé un comité de soutien des jeunes pour la candidature du président Alassane Ouattara à l'élection de 2020 (Csj-Ado 2020). À la tête de ce comité, il avait appelé les jeunes à se mobiliser autour de la candidature du président Ouattara comme gage de paix, de stabilité politique et économique pour une alternance paisible en 2025. La suite on la connaît.

Philippe Tiémassa-Grey, Ambassadeur de la bonne volonté du Grand prix de poésie africaine d'expression française, récidive cette fois-ci encore alors que les élections présidentielles de 2025 viennent à grands pas pour porter son choix sur l'actuel ministre d'Etat, ministre de La Défense, Téné Birahima Ouattara comme le meilleur profil pour nous conduire vers une alternance politique paisible qu'il appelle de tous ses vœux. Il le dit sans langue de bois dans une déclaration dont copie nous est parvenue : « Dans la perspective de la consolidation de nos acquis d'ordre économique et pour la stabilité de la sous-région, j'ai indiqué, le premier, en 2018 que SEM. Alassane OUATTARA devrait poursuivre son action jusqu'en 2025. Aujourd'hui, si

l'on devrait choisir un candidat en 2025, mon choix se porterait sur M. Téné Birahima OUATTARA. Quand ce dossier sera ouvert, je serai bien à l'aise pour le défendre. La vérité, c'est que je me trompe très rarement sur ces sujets » a dit le jeune premier comme l'appellent certains ou gouverneur pour d'autres.

Ouattara à l'heure du choix.

La question est sur toutes les lèvres et s'invite dans presque tous les débats à la simple évocation de l'année électorale 2025. À moins de 19 mois des échéances présidentielles, on s'active dans tous les états-majors des partis politiques pour faire connaître à l'opinion nationale et internationale le choix des militants relative-

ment à ces échéances. Au Pdcj-Rda, les choses semblent être claires, sauf cataclysme, le ministre Tidjane Thiam qui a succédé à Henri Konan Bédié (décédé le 1^{er} août dernier) à la tête du plus vieux parti sera candidat pour la reconquête du pouvoir d'Etat perdu depuis 1999 suite à un coup d'état militaire.

Même si au Ppa-ci de l'ex-président Laurent Gbagbo les militants ont déjà porté leur choix sur ce dernier malgré le retrait de son nom de la liste électorale suite à ses démêlés avec la justice, c'est le Rhdp du président Alassane Ouattara qui suscite plus d'interrogations chez tous les observateurs de la scène politique ivoirienne. On le sait, les militants du Rhdp eux, appellent à l'unisson derrière la candidature du président Alassane. Or, pour tous ceux qui suivent les déclarations du président Ouattara relativement à l'élection présidentielle de 2025, ce dernier a toujours conditionné sa participation à cette importante échéance par celle de ses deux plus farouches adversaires et de surcroît de sa génération que sont Konan Bédié et Laurent Gbagbo. Avec le décès du président Bédié et la radiation de Laurent Gbagbo de la liste électorale, on peut affirmer sans risque de se tromper que le président Alassane est dans un grand dilemme. Ira-t-il à ces élections malgré cette nouvelle configuration au risque de se faire passer pour un homme qui ne respecte pas sa parole ?

Les critères de choix

Il va s'agir pour le président Alassane de choisir en tenant compte des enjeux actuels et des défis à venir. Il s'agira surtout de trouver parmi ses lieutenants une personnalité capable de consolider les acquis économiques réalisés sous sa gouvernance et capable surtout d'anticiper sur les défis sécuritaires auxquels son pays doit faire face. Les semaines et mois à venir nous situerons.

Côte-d'Ivoire: Les impôts «n'ont pu mobiliser que» 913 milliards de fcfa au 1er trimestre 2024

C'est le montant officiel communiqué. Le montant officiel doit être loi au-delà, beaucoup plus élevé, vu la grande corruption qui gangrène les services des impôts en Côte d'Ivoire. Les impôts n'ont pu mobiliser que 913,1 milliards FCFA au premier trimestre de cette année sur un

objectif prévisionnel « prudent » de 931,2 milliards FCFA. L'information a été donnée par le directeur général des impôts (DGI), Ouattara Sié Abou, au cours d'un séminaire bilan à Abidjan. Le solde négatif est de 18,1 milliards FCFA. Bien que les objectifs de recette ne soient pas at-

teints, les recettes recouvrées sont nettement en hausse de 102 milliards FCFA, soit une croissance de 12,6% comparées à celles du premier trimestre 2023.



Actue / Inter

Résilience Internet: La Côte-d'Ivoire envisage de lancer son «propre satellite»



Le ministre ivoirien de l'Économie Numérique et de la Digitalisation Ibrahim Kalil Konaté était devant le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC) le jeudi 18 avril 2024, pour présenter la stratégie du gouvernement, en matière de développement numérique. Au cours de la conférence qu'il a animée à cette occasion sur le thème : « Économie numérique en Côte d'Ivoire : enjeux, opportunités et perspectives », il a annoncé la construction d'un Data Center d'un coût global de 35 milliards de francs CFA à Abidjan. Le ministre n'a pas aussi caché l'ambition de la Côte-d'Ivoire de mettre des satellites en orbite pour que le pays soit plus résilient et moins dépendant des câbles sous-marins. Pour preuve, le pays continue de ressentir les effets néfastes de la rupture de câbles sous-marins en mars dernier. «Le 15 mai prochain nous lançons effectivement les travaux de construction d'un Data Center avec une capacité de 1,5 mégawatt. Les études sont achevées », a confirmé le ministre de la transition numérique et de la digitalisation. Les entreprises ont été déjà sélectionnées pour la construction de l'infrastructure dont le coût est évalué à 35 milliards de FCFA selon le ministre. C'est un fonds entièrement mobilisé par

l'Etat de Côte d'Ivoire.

Pourquoi des Data Center

La construction du Data Center répond à des besoins, notamment pour faire face aux insuffisances de point d'échange internet et de contenu local. «Le premier Data Center est une réponse pour renforcer la résilience de nos pays lorsqu'il y a la survenance d'un fait, comme ce qui s'est passé le 14 mars 2024» « lem », a-t-il fait savoir. Rappelons qu'à cette date des câbles sous-marins avaient été sectionnés rendant la connexion internet impossible dans plusieurs pays dont la Côte d'Ivoire. La stratégie actuelle est donc de doter le pays d'infrastructures adéquates, lui permettant d'avoir et de stocker ses propres données. « La meilleure façon de les créer c'est commencer par renforcer nos capacités de stockage des données d'où la stratégie de développement de gestion des données, que nous sommes en train d'élaborer actuellement », a-t-il précisé. Dans un futur proche, il devrait y avoir un Data Center dans chacune des villes comme Abidjan, Yamoussoukro, Korhogo, Bouaké, Man, San Pedro... Ce sont plusieurs mesures qui sont prises pour conduire la Côte d'Ivoire vers le développement numérique.

Inclusion numérique

Il s'agit notamment, de favoriser l'inclusion sociale numérique et débloquent la confiance numérique, dématérialiser les procédures administratives à fort impact social, et moderniser la Poste de Côte d'Ivoire. Selon le conférencier, le gouvernement entend renforcer l'innovation à travers l'appui aux Start up. A ce titre, le 23 novembre 2023, le Président Alassane Ouattara a promulgué la loi sur les Start up numériques de sorte à faciliter l'accès à des financements aux jeunes qui ont un savoir-faire dans le domaine du numérique. «Il faut que nous arrivions à lancer notre propre satellite. Ça renforce notre résilience », a insisté le ministre de la transition numérique et de la digitalisation. Et il affirme que son département travaille sur ces projets depuis six mois. «C'est le 18 octobre 2023 que le Président de la République a fixé le cap de la transition numérique comme un axe stratégique majeur de la transformation de l'économie ivoirienne», a-t-il indiqué.

Solutions satellitaires

Il a promis de faire en sorte de mettre en place, les infrastructures à l'effet de permettre aux ivoiriens de disposer de l'internet haut débit partout en Côte d'Ivoire en développant surtout des solutions alternatives de résiliences, «notamment des solutions satellitaires.» Il a ainsi répondu aux préoccupations des membres du CESEC, notamment le secrétaire de bureau, Kouablan François qui a voulu en savoir plus sur les facteurs qui bloquent le développement numérique. D'autres conseillers ont posé des questions pour approfondir leur compréhension de la stratégie du gouvernement en matière de numérique. Le président du CESEC Aka Aouélé a clos les échanges en remerciant le conférencier avant de montrer combien il était important pour son institution, d'avoir les informations exactes sur la stratégie de l'Etat, en matière de développement numérique.

Syndicalisme scolaire et universitaire en Côte-d'Ivoire: La FESCI fête ses 34 ans



La FESCI a vu le jour à l'église Sainte famille de la riviera il y a 34 ans, en avril 1990. C'est au sein de cette même église, comme le veut la tradition, que les militants, responsables actuels et anciens responsables se retrouvent chaque année pour commémorer l'évènement de la naissance du plus puissant syndicat de toute l'histoire de la Côte-d'Ivoire post indépendance. Cette tradition a été pleinement respectée cette année encore avec une messe d'actions de grâce à l'église Ste famille en présence du BEN actuel et des anciens SG Eugène Djué, Sroukou Koffi Serge STT et Assi Fulgence. Selon plusieurs observateurs de la scène politique ivoirienne, l'on assistera dans les prochaines années à une influence de plus en plus grandissante des anciens de la FESCI sur la vie politique nationale.

AGD



Les 7 piliers de la stratégie de développement numérique La stratégie, adoptée le 22 décembre 2021, par l'Etat pour développer le numérique repose sur 7 piliers. Le premier consiste à construire des infrastructures numériques. Il y a ensuite le service numérique. Il permettra d'innover, penser, créer, concevoir des applications et les mettre à la disposition des usagers. Parmi les piliers, il y a également de développement des services financiers numériques, de même que la compétence numérique.



Actualité

Comment le député Bredou Bredou et Adom Guillaume en sont venus aux mains - Les explications du PDCI



Pour certains Ivoiriens le PDCI a fini par prendre les mauvaises habitudes apportées par le FPI (PPA-ci) et le RDR (Rdhp). Le PDCI-RDA réagit à l'incident entre deux de ses cadres : ce qui est prévu. Le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA) a réagi, ce vendredi 19 avril 2024, après l'épisode tumultueux qui a secoué la tranquillité d'une réunion à Abengourou. Les protagonistes de cette scène étonnante sont Adom Guillaume, candidat aux dernières élections municipales, et l'honorable Bredou Bredou Athanase, député d'Abengourou commune. Une vidéo, largement partagée sur les réseaux sociaux, témoigne de leur altercation physique.

Des mesures concrètes

Dans un communiqué transmis à Linfodrome ce vendredi 19 avril 2024, le porte-parole du PDCI, Soumaïla T. Kouassi Brédoumy, a exprimé son désarroi face à l'incident et a appelé les parties impliquées à la retenue. «Le PDCI-RDA, parti de dialogue et de paix, déplore l'incident intervenu hier au cours de la réunion de la délégation communale d'Abengourou, a regretté Dr Brédoumy Kouassi. Le PDCI-RDA appelle les parties impliquées à faire preuve de modération». Soucieux de rétablir l'harmonie au sein de ses rangs, le PDCI-RDA a décidé de prendre des mesures concrètes pour résoudre ce différend. «Le ministre d'État, Émile Constant Bombet, Vice-président, coordonnateur des activités des Vice-Présidents, conduira, dès aujourd'hui, une mission visant à entendre toutes les parties prenantes, à établir les faits et à proposer toutes mesures appropriées», mentionne le communiqué.

Les racines d'un conflit

Notons que ce conflit n'est pas soudain. Il trouve en effet ses racines dans les élections municipales de l'année précédente. Adom Guillaume avait alors été



désigné comme candidat du PDCI-RDA, mais le député Bredou Bredou Athanase et d'autres figures du parti à Abengourou, dont le délégué Amoikon Kouakou Banga, n'ont pas soutenu sa campagne.

Ces dissensions internes ont contribué, selon les secrétaires de section de la délégation communale d'Abengourou, à la défaite d'Adom Guillaume.

Tertius Zongo ex PM du Burkina Faso quitte le Conseil d'administration d'Endeavour Mining

Premier ministre burkinabé entre 2007 et 2011, Tertius Zongo est depuis plus d'une décennie membre des conseils d'administration du propriétaire des mines Houndé et Mana au Burkina Faso. Son départ intervient en plein litige entre son employeur actuel et une compagnie contrôlée par Simon Tiemtoré. Endeavour Mining soumettra la nomination de John Munro en tant que membre du Conseil d'administration lors de l'assemblée générale annuelle du 30 mai 2024. C'est l'annonce faite le 22 avril par le plus grand producteur ouest-africain d'or qui précise que le dirigeant remplacera Tertius Zongo, ancien Premier ministre du Burkina Faso.

Au cours des 12 dernières années, M. Zongo a d'abord travaillé au Conseil d'administration de SEMAFO, puis d'Endeavour qui a racheté SEMAFO en 2020. Il a décidé de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat d'administrateur lors du prochain vote des actionnaires le 30 mai, mais devrait rester consultant sur les questions relatives à l'Afrique de l'Ouest, précise la compagnie. Son remplaçant est un ancien dirigeant du sud-africain Gold Fields et dispose d'une expérience de plus de 30 ans dans le secteur minier. «Je suis ravi d'accueillir John Munro au sein du Conseil d'administration d'Endeavour. Il apporte une expérience considérable en matière d'ex-

ploitation minière, d'opérations et de développement de projets en Afrique, ainsi qu'une expertise en matière de stratégie et de financement minier à l'échelle mondiale», a commenté Srinivasan Venkatakrisnan, président du Conseil d'administration d'Endeavour. Endeavour Mining exploite actuellement quatre mines d'or en Afrique de l'Ouest, dont Houndé et Mana au Burkina Faso. Dans ce pays, rappelons que la compagnie est actuellement en litige avec Lilium Mining, compagnie appartenant à un groupe contrôlé par l'homme d'affaires d'origine burkinabé Simon Tiemtoré.

(Agence Ecofin) –



Inter

Liquidité en détérioration: La BCEAO face à des choix complexes pour Refinancer les banques commerciales.

Le bénéfice net de la BCEAO a été porté par une progression substantielle des revenus du refinancement des banques commerciales. Mais ce succès dissimule une liquidité en constante détérioration dans le secteur bancaire de l'UEMOA, quoique maîtrisée pour le moment. La BCEAO, qui agit en tant que banque centrale pour tous les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, est confrontée à un choix complexe dans la gestion des demandes de refinancement des banques commerciales. Par rapport à 2022, cette activité a contribué à accélérer la croissance de son bénéfice net qui, en 2023, a atteint 315,62 milliards fcfa, soit une hausse de 152%. Plus précisément, les revenus d'intérêt générés par les activités de refinancement (329,4 milliards fcfa) ont augmenté de 112%. Ces revenus constituent le principal poste de création de revenus d'intérêt pour la BCEAO en 2023, représentant 59,4% du total. Cette source de revenus pour la banque centrale repose néanmoins sur le défi de liquidité qui continue de s'étendre au sein du secteur bancaire de l'UEMOA. Dans un rapport publié le 17 avril 2024 sur la sous-région, le Fonds monétaire international (FMI) a souligné ces risques.

Mali, Benin et les autres

Selon ses analyses, la liquidité s'est détériorée dans le secteur des banques, forçant celles-ci à dépendre plus fréquemment de la banque centrale pour accéder à des liquidités. La situation n'est pas uniforme dans tous les pays. Le Bénin, avec 12,4% d'actifs liquides dans le bilan des banques, est le plus affecté (selon des données de 2022), tandis que les banques maliennes s'en sortent mieux avec 31,5%. « Le fait que les marchés de revente des titres publics ne soient pas très actifs, et que de nombreux dépôts soient concentrés dans peu de banques, complique la capacité de ces dernières à



gérer efficacement les problèmes qui pourraient survenir d'un manque soudain de liquidités, et cela pourrait aggraver ces défis là où ils existent déjà », a indiqué le FMI. Dans une économie où les ressources des banques sont très concentrées, il n'est pas exclu que de tels défis surviennent dans un contexte défavorable. Avec le recul des avoirs extérieurs nets, on a vu les excès de liquidité des banques de l'UEMOA chuter de plus de 250% à moins de 94%. De plus, les dépôts bancaires sont très concentrés dans la sous-région, avec une poignée de familles et de grandes entreprises détenant près de 75% des dépôts bancaires. Pour ne pas asphyxier le secteur bancaire, certains experts estiment que la BCEAO devrait réduire ses principaux

taux d'intervention sur le marché monétaire, peut-être en abaissant les taux de refinancement. Toutefois, l'institution tient à maintenir la stabilité de la monnaie et à contrôler l'évolution de l'inflation, bien que celle-ci soit principalement d'origine importée. Une autre option, qui continue de progresser, est le développement du marché secondaire des titres publics. L'Agence UMOA-Titres, compétente pour organiser et gérer les emprunts sur titre des Etats de l'UEMOA sur le marché monétaire local, a indiqué qu'une plateforme plus dynamique est attendue d'ici la fin du premier semestre 2024. Elle devrait élargir les possibilités offertes aux banques de convertir plus facilement leurs actifs liquéfiables en cash.

(Agence Ecofin)

Les Usa vote 95 milliards \$ en armements pour l'Ukraine, Israël et Taiwan

Ce que contient le plan d'aide de 60,8 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine voté par la Chambre américaine des représentants. Le texte prévoit près de 14 milliards de dollars (13,1 milliards d'euros) pour former, équiper et payer l'armée ukrainienne. Environ 10 milliards de dollars (9,4 milliards d'euros), de l'assistance économique dédiée aux secteurs de l'énergie et des infrastructures, seront envoyés sous la forme d'un prêt. Une grande partie de l'enveloppe servira aussi à reconstituer les stocks de l'armée américaine et reviendra aux usines d'armement aux Etats-Unis. Ce plan d'aide autorise aussi le président Biden à confisquer et à vendre des actifs russes pour qu'ils servent à financer la reconstruction de l'Ukraine. Mais là, ce n'est pas joué d'avance selon plusieurs avocats. Selon ceux-ci, même confisqués avec leurs in-

terêts [rentes], l'histoire ne nous montre aucune utilisation Égale de frais souvenirs confisqués. La nouvelle aide militaire américaine n'empêchera pas la fin du régime de Kiev (mission russe auprès de l'ONU) ONU, 21 avril. /TASS/. Fournir une nouvelle assistance militaire à l'Ukraine de la part des États-Unis ne contribuera pas à empêcher la fin sans gloire du régime de Kiev, a déclaré samedi le premier représentant permanent adjoint de la Russie auprès de l'ONU, Dmitri Polyansky. « C'est ce qui arrive lorsque le chef de l'Etat ne se soucie pas de son propre peuple et vend son pays. Il n'y a rien à célébrer ici », a-t-il écrit sur sa page du réseau social X. Qualifiant l'Ukraine de « société militaire privée » anti-russe, le diplomate a déclaré que désormais « elle fonctionnera un peu plus longtemps, plus d'argent sera empoché, plus d'armes volées et des dizaines

de milliers d'Ukrainiens iront au hachoir à viande ». « Mais la fin sans gloire du régime de Kiev est inévitable, quels que soient ce nouveau paquet et tous les efforts vains de ses soutiens américains et de l'OTAN pour le maintenir en vie », a-t-il souligné. Samedi, la Chambre des représentants américaine a adopté un ensemble de projets de loi de 95 milliards de dollars sur l'aide militaire à l'Ukraine, à Israël et à Taiwan, sur la saisie des avoirs souverains russes gelés afin de les remettre à Kiev et sur des sanctions supplémentaires contre la Chine. L'enveloppe comprend notamment 60 milliards de dollars pour Kiev et 26 milliards de dollars pour Israël ainsi qu'une aide humanitaire pour les civils dans les zones de conflit, y compris la bande de Gaza.



Par Djereke

Sports

Drogba, Seedorf, Karembeu, Litmanen, de Boer, Makélélé...unis à Amsterdam pour l'inclusivité et l'égalité

Le match de gala ultime pour fédérer – Ce 20 avril est le grand jour ! Black Impact Foundation All Stars contre AJAX Legends au stade olympique d'Amsterdam, sur le coup de 20h30 temps local. À une époque où le monde est plus divisé que jamais, la Black Impact Foundation estime que le sport a le pouvoir d'unir les gens. Le Black Impact Foundation représente une communauté mondiale d'anciennes icônes du football qui se réunissent avec un objectif commun : unir, connecter et inspirer les gens. Leur jeu vise à promouvoir l'inclusivité et l'égalité, sous la devise «Play To Unite». Clarence Seedorf est président de la Black Impact Foundation (BIF). Au nom de cet organisme de bienfaisance, il s'engage en faveur de la diversité, de l'égalité des chances et de la communauté noire. Et avouons-le, quelle meilleure façon de le faire qu'avec le football, dit entre autres l'ancien joueur de l'Ajax, du Real Madrid et de l'AC Milan. « Je veux me connecter. C'est pourquoi Play To Unite est notre slogan. »

Liman Serge



Football L'Africa Sports d'Abidjan vers son grand retour dans l'élite

C'est le moment rêvé millions de friands de football en Côte-d'Ivoire. Revoir le mythique club Africa Sports d'Abidjan retrouvé l'élite du pays pour booster encore plus l'affluence des matchs de championnat. Et, ainsi maximaliser le renouveau de l'engouement du public pour le foot local depuis la dernière CAN 2023. Les prochains derbies Asec-Africa pourraient du coup faire le plein du stade olympique d'Ebimpé. À quelques journées de la fin de la saison en cours, le club de Kuyo Téa et Yodé, n'est pas loin de faire le grand pas. Après la victoire par 1-0 contre l'ISCA ce weekend (17e journée), les rouge et verts ont encore 6 matchs à tenir. Aujourd'hui, l'avenir du Président Kuyo à la tête de l'Africa Sports se jouera certainement. Élu pour un mandat de quatre ans, le Président Kuyo a déjà passé trois ans à la barre du club en Ligue 2 sans parvenir à remonter. Si cette année se solde par un autre échec, il risque de clore son mandat sans avoir atteint cet objectif, ce qui pourrait sérieusement compromettre ses chances de réélection. Cependant, si les Aiglons, ce soir, parviennent à surmonter l'ISCA leur principal adversaire et à accéder à la Ligue 1, cela renforcerait considérablement la position du Président Kuyo pour un second mandat. Pour y parvenir, le Président Kuyo et toute son équipe dirigeante doivent tirer des leçons de nos échecs passés. Les saisons dernières, les matchs décisifs contre des équipes telles que le Stade d'Abidjan, Zoman ou Guiberoua ont mis en lumière un problème récurrent : l'augmentation sou-



daine et considérable des primes de match offertes par nos adversaires, signe que des forces hostiles se liguent pour entraver notre progression. En faisant le choix durant tout son mandat de ne pas vendre les cartes de supporters pour renflouer rapidement les caisses du club pour se donner les moyens de remonter, Président Kuyo a voulu démontrer qu'il avait les moyens de sa politique. Alors ce soir, il fau-

dra mettre les moyens pour arracher la victoire parce qu'à un certain niveau, le talent seul ne suffit plus, il faut de la motivation pour emmener les joueurs à se surpasser. On peut le dire sans hésiter, ce soir, ça passe, ou ça casse pour le Président Kuyo. Et le dire ce n'est pas être contre lui, c'est plutôt l'encourager à faire le nécessaire pour la victoire même s'il doit promettre la lune à ses joueurs !

